

MAGAZINE TRIMESTRIEL D'OXFAM-SOLIDARITÉ
JANVIER - FÉVRIER - MARS 2008 • NUMÉRO 10

PP

BC 10682

Bruxelles X

P501325-Bureau de dépôt
1099 Bruxelles X

Oxfam & Partenaires

Plaidoyer :

Exiger le respect des droits fondamentaux

- ➔ Des médicaments pour vaincre le SIDA
- ➔ L'Afrique dit "non" aux APE
- ➔ Stopper la prolifération des armes



Un autre monde.
Justement!

Chère lectrice Cher lecteur,



La coopération au développement va désormais bien au-delà de la mise en oeuvre de programmes et projets. Ceux-ci sont évidemment indispensables et aident concrètement de nombreuses personnes dans leur vie quotidienne. Mais pour s'attaquer aux racines de la pauvreté et de l'injustice, plusieurs approches s'imposent, parmi lesquelles le plaidoyer politique. Ce plaidoyer est une partie importante du travail d'Oxfam. Il consiste à exiger la défense des droits fondamentaux auprès des autorités publiques, des responsables politiques et des entreprises.



La pauvreté et l'injustice résultent presque toujours de rapports de force inégaux. Chaque jour, la loi du plus fort fait de nombreuses victimes, souvent de façon indirecte. Pour en finir avec ces rapports injustes, Oxfam agit auprès des responsables politiques, du public et du monde des entreprises afin de modifier les politiques en place. Les décisions de ces instances politiques et économiques peuvent en effet améliorer la vie de millions de personnes.

Ces dernières années, la plupart des "grandes" ONG ont accordé une attention croissante au travail de plaidoyer. Cette tâche requiert beaucoup d'efforts, mais se révèle efficace et porteuse résultats à long terme.

Grâce à votre soutien, les gouvernements et les instances officielles sont aujourd'hui obligés d'écouter Oxfam. Unis au sein d'Oxfam International, les 13 Oxfam dans le monde peuvent compter sur l'appui de millions d'hommes et de femmes tels que vous. C'est un fait que personne ne peut sous-estimer. Notre union fait notre force.

Ce bulletin d'information ne permet hélas pas d'entrer dans les détails de nos actions de plaidoyer. Mais vous trouverez davantage d'informations sur le sujet via notre site www.oxfamsol.be. Si toutefois vous aviez encore des questions ou des remarques, n'hésitez pas à les envoyer par courriel à fundraising@oxfamsol.be.

Stefaan Declercq
Sécretaire général d'Oxfam-Solidarité



Double impact

Dans la mesure du possible, Oxfam-Solidarité travaille à deux niveaux :

- Parce que la pauvreté et l'injustice exigent notre engagement et notre solidarité, nous soutenons les organisations de base et les populations qui doivent (sur)vivre dans des situations difficiles.
- Afin de bannir la pauvreté et l'injustice par des mesures plus structurelles, nous sensibilisons le public et faisons pression sur les responsables politiques au Nord comme au Sud.

Journée internationale contre la guerre **le dimanche 16 mars**



8 mars, journée mondiale des femmes

L'égalité des chances entre les hommes et les femmes est un thème majeur pour Oxfam-Solidarité et un fil rouge dans toutes les actions que nous menons.

Cette année, nous ferons une fois de plus tout ce qu'il faut pour que la journée mondiale des femmes ne passe pas inaperçue !

Rendez-vous le 8 mars sur notre site

Venez marcher pour la paix le 16 mars ! Depuis cinq ans, aux alentours de Pâques, des millions de personnes se rassemblent aux quatre coins du monde pour protester contre la guerre et l'occupation en Irak et au Moyen-Orient. En Belgique, une marche de 27 km partira de Louvain (en Brabant flamand) pour rejoindre Bruxelles. Le but est de rassembler 1.000 marcheurs en signe de protestation contre la guerre et l'occupation. Vous pouvez également rejoindre la marche au parc de Tervueren ou au Musée du tram de Bruxelles. L'arrivée est prévue au Cinquantenaire, pour un grand rassemblement pacifique. Au programme : stands, musique, discours et une action collective pour clôturer la journée. Participez... et profitez-en pour vous préparer à l'Oxfam Trailwalker d'août ! Plus d'infos : www.cnapd.be

SHOPS

➔ Après Bruxelles et Namur, c'est au tour de Dinant d'avoir sa librairie de seconde main Oxfam. **Le nouveau bookshop de Dinant** a en effet ouvert ses portes ! Adresse : rue Grande 61, 5500 Dinant. Tél.: 082/66 68 50

➔ Action e5 mode. **Du 26 au 29 mars**, Oxfam-Solidarité et e5 mode organisent la 10ème édition de leur grande collecte de vêtements dans tous les magasins e5 mode. Pour chaque sac de vêtements déposé, vous recevrez un chèque cadeau de la part d'e5 mode.

Plus d'infos sur nos magasins : www.oxfamsol.be/shops

OxfamTrailwalker.be

100 kilomètres 30 heures.
4 personnes par équipe.
Au profit d'Oxfam-Solidarité.

Les 30 et 31 août
2008

Eupen, Hautes Fagnes

Le plus grand défi d'équipe au monde aura lieu pour la première fois en Belgique. Et il reste moins de 6 mois avant le départ ! Début février, plus de 80 équipes s'étaient déjà inscrites.

www.oxfamtrailwalker.be



partenaires

La guerre fait toujours des victimes innocentes

Dans les conflits, les droits fondamentaux des populations sont chaque jour bafoués. **En Colombie, au Dafour, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Sahara Occidental**, dans les Territoires palestiniens occupés... La liste est longue, et trop de crises sont encore passées sous silence.

En Belgique, Oxfam-Solidarité tente de sensibiliser les médias, les responsables politiques et la population aux conflits, à leurs causes et à leurs conséquences. Nous défendons les droits de chacun, surtout dans les situations de crise. Nous insistons pour que les gouvernements protègent les victimes et les citoyens lors des conflits et ne ferment pas les yeux sur les violations perpétrées à l'étranger. Ces revendications sont actuellement portées par Oxfam auprès de l'Union européenne.

Grâce à sa longue expérience des situations de crise et à un réseau étendu de partenaires locaux, Oxfam bénéficie aujourd'hui d'une grande expertise et d'une réelle autorité en matière de protection des civils. Notre mission est d'assister les victimes de guerre et d'aider à mettre en place des solutions durables aux conflits. Une analyse approfondie des causes des conflits et une bonne évaluation des conséquences d'éventuelles interventions sont indispensables. Oxfam soutient aussi ses partenaires afin qu'ils puissent eux-mêmes analyser la situation et mener leur propre plaidoyer.

Pour accroître notre poids sur la scène internationale, les différents Oxfam travaillent main dans la main au sein de la confédération Oxfam International. En agissant à plusieurs niveaux de décision et par différentes voies (en Belgique, en Europe et aux Nations unies), nous parvenons en effet à obtenir de meilleurs résultats. C'est pourquoi Oxfam International possède des bureaux de plaidoyer (lobby) à **New York, Bruxelles, Genève et Washington**, villes phares de la politique internationale.

Vous aussi, vous pouvez changer les politiques menées ! En tant que citoyens, nous pouvons tous exiger de nos gouvernements qu'ils accordent plus d'attention à un conflit ou à une crise. Il suffit parfois de signer une pétition (ou d'en lancer une soi-même), d'organiser une action pour attirer l'attention des médias ou de se joindre à une action organisée par d'autres. Vous jouissez du droit d'expression. **Faites-en bon usage !**



& projets



Les droits humains avant les brevets

L'Afrique australe est de loin la région la plus lourdement touchée par l'épidémie du VIH/SIDA : plus de 5 millions de personnes y sont séropositives, soit plus de 10% de la population. En 1997, le gouvernement d'Afrique du Sud a décidé d'adapter sa législation pour permettre à la population de disposer de médicaments génériques à petit prix. La réaction de l'industrie pharmaceutique ne s'est pas fait attendre : 39 entreprises ont introduit une plainte contre cette décision.

Actions & faits

- ➔ Selon l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les gouvernements peuvent copier certains médicaments brevetés si la santé publique est en danger, lors d'épidémies par exemple. La loi sud-africaine est donc parfaitement en conformité avec cette règle internationale.
 - ➔ En Afrique du Sud, de nombreuses actions ont été menées par la Treatment Action Campaign, une campagne associant des ONG, des organisations sociales et des groupes actifs dans la lutte contre le VIH/SIDA.
 - ➔ En Belgique, Médecins Sans Frontières et de nombreuses ONG dont Oxfam-Solidarité ont fait circuler une pétition et ont organisé des actions de protestation, notamment à l'encontre de la société pharmaceutique GlaxoSmithKline. Des actions similaires ont été menées à travers le monde.
- Suite aux protestations et aux pressions massives, les entreprises pharmaceutiques ont retiré leur plainte en mars 2001. L'OMC adapté sa réglementation en matière de brevets afin de rendre les médicaments plus facilement accessibles en cas de menaces sur la santé publique. Le rappel est clair : les droits humains ont

- ➔ plus de valeur que les brevets ! Le prix moyen d'un traitement contre le SIDA a entre-temps été divisé par 100 en Afrique du Sud et les médicaments de lutte contre le VIH sont désormais gratuits.

Témoignage

Phil Bloomer responsable du plaidoyer à Oxfam International, lors du procès de 2001 :

"Nous découvrons ici le côté le plus sombre et le plus inhumain de l'industrie pharmaceutique. Pendant les sept jours de ce procès, 5.000 Sud-africains mourront des suites du SIDA. Pendant cette même période, les 5 plus grandes entreprises pharmaceutiques auront réalisé un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros."

Contexte

- ➔ **Cette victoire ne signifie pas la fin du problème du VIH/SIDA. L'étendue de la pandémie déstabilise toujours la société à tous les niveaux. En outre, les médicaments bon marché ne sont qu'un remède, pas une solution. Pour beaucoup de personnes, ils ne sont tout simplement pas disponibles ou restent trop chers malgré leur prix "abordable". En outre, d'importants préjugés et tabous persistent autour de la maladie, ce qui rend le traitement souvent difficile.**
- ➔ **En 2007, la firme pharmaceutique Novartis a perdu un procès similaire contre l'État indien. Des millions d'Indiens sont désormais certains d'avoir accès à des médicaments génériques abordables.**

L'Afrique dit "non" aux APE

L'Europe pousse actuellement 77 pays d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes à conclure des "Accords de Partenariat Économique", les fameux APE. Présentés comme des instruments de développement, ces accords risquent en réalité d'accroître la pauvreté dans le Sud en imposant le libre-échange et la compétition avec l'Europe. Pour les pays du Sud, ces accords signifient la mort de l'industrie, du secteur des services et de l'agriculture familiale. Ces secteurs peuvent en effet difficilement jouer à armes égales avec les puissances européennes...

L'Union européenne a tout fait pour que ces APE soient signés fin 2007. Mais les pays du Sud se sont clairement opposés à cette pression. Aujourd'hui, aucun accord global n'a encore été signé.



- ➔ Oxfam International ne s'oppose pas seulement au contenu des APE, mais également à la manière dont l'Europe veut imposer son agenda. Ensemble, tous les Oxfam font donc pression sur les gouvernements nationaux mais aussi sur la Commission et le Parlement européens.

Témoignage

Abdoulaye Wade, Président du Sénégal, au sommet de Lisbonne le 6 décembre 2007 :

"Il est ironique que le sommet de Lisbonne se penche surtout sur le 'partenariat' entre l'Europe et l'Afrique au moment où l'on veut nous imposer des accords commerciaux. En tant que gouvernement du Sénégal, nous ne signerons pas les APE."

Actions & faits

- ➔ Depuis le début, les négociations ont fait l'objet de protestations massives de la part des organisations paysannes et des ONG, en Europe et dans les 77 pays concernés.
- ➔ En 2007, Oxfam-Solidarité a dénoncé ces APE avec sa campagne "Le commerce du lait : un concentré d'injustices!". Plus de 20.000 personnes ont déjà signé notre pétition sur www.oxfamsol.be/lait. Cette campagne se poursuit cette année.
- ➔ Notre pétition s'inscrit dans l'action européenne APE2007. En Belgique, la coupole CNCD-11.11.11 et bien d'autres organisations mènent aussi des actions contre les APE.
- ➔ Note partenaire ROPPA – un réseau d'organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest – a informé et mobilisé de nombreux agriculteurs africains. Ensemble, ils ont réussi à influencer plusieurs gouvernements africains afin de défendre l'agriculture familiale.

Contexte

- ➔ **Pour la première fois, les pays du Sud ont osé refuser "l'accord" poussé par l'Europe. Un précédent historique ! Entre-temps, l'Europe a conclu des accords partiels ou intérimaires avec 36 des 77 pays.**
- ➔ **Oxfam plaide pour que l'accord final favorise le développement des pays pauvres. Vous pouvez suivre l'actualité de ces négociations dans les médias ou sur notre site internet : www.oxfamsol.be**

Stopper la prolifération des armes

Les armes font encore la loi dans certaines parties du monde. La majorité de ces armes sont dites “légères” : revolvers, fusils, mitrailleuses. Mais leurs conséquences sont loin, elles, d’être légères : leur coût social, économique et humain est gigantesque. La présence d’armes dans une région y augmente fortement le nombre crimes et de meurtres. En clair, les armes minent le développement. Malheureusement, le commerce – très lucratif – de ces armes est difficilement contrôlable parce qu’il n’existe pas encore de traité international contraignant en la matière.

En 2003, Oxfam International, Amnesty International et le Réseau d’Action International sur les Armes Légères (RAIAL) ont lancé la campagne “Contrôlez les armes”. Des études ont été réalisées, plus d’un million de personnes ont signé la pétition du “Million de Visages”, et un important travail de plaidoyer a été effectué. La pression sur les gouvernements fut telle que fin 2006, les Nations unies ont adopté une résolution donnant le feu vert à l’élaboration d’un traité international sur le commerce des armes.



Actions & faits

Il y a plus de 640 millions d’armes légères à travers le monde.

Chaque année, près de 500.000 personnes sont victimes de violence armée. La moitié des victimes directes d’armes à feu sont des hommes âgés de 15 à 29 ans.

En 2003, les soins de santé liés aux blessures par balles ont coûté au Salvador près de 10% de son Produit Intérieur Brut.

Entre 2002 et 2006, le volume des transferts d’armements conventionnels a connu une augmentation de 50 %. Les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies (États-Unis, Royaume-Uni, France, Chine et Russie) sont responsables de l’écrasante majorité des exportations d’armes.

Témoignage

Etienne Mbakulirahi, membre de la FOPAC, la Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Congo au Nord-Kivu (RD Congo)

“A cause de la violence, certains villages deviennent déserts et ne bénéficient plus des actions de la FOPAC. C’est pourquoi, à côté de notre travail de renforcement des organisations paysannes et de la commercialisation des produits, nous intégrons pleinement la problématique sécuritaire dans notre travail de plaidoyer auprès des autorités politiques.”

Contexte

- **Plus d’un million de personnes ont signé la pétition du “Million de Visages” qui appelait à la mise sur pied d’un traité sur le commerce des armes.**
- **En décembre 2006, 153 pays ont approuvé la résolution de l’ONU sur le commerce des armes. Seuls les États-Unis ont voté contre. Vingt-quatre pays se sont abstenus.**
- **Si vous souhaitez en savoir plus, lisez notre magazine Globo n°19 “Pas de développement sans désarmement” sur notre site www.oxfamsol.be**



Semaine des bénévoles du 1^{er} au 8 mars

Oxfam-Solidarité n'existerait pas sans ses centaines de bénévoles. Leur énergie contribue à la réussite de nos actions.

Merci !



Palestine

En mars, notre trimestriel **Globo** sera consacré à la commémoration des 60 ans de la Nakba (l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël) et à la situation dans les Territoires palestiniens occupés. Une situation qui inquiète le monde entier et qui a entraîné une véritable catastrophe humanitaire. Demandez votre exemplaire gratuit du **Globo** par téléphone au

➔ **tél. : 02 501 67 64** ou envoyez un courriel à ➔ fundraising@oxfamsol.be



Dossier lait

Dans le sillon de la deuxième saison de la campagne "Le commerce du lait: un concentré d'injustices!", un dossier sur le thème du lait, du développement et de l'agriculture familiale a été réalisé. Il est disponible au format pdf sur notre site

➔ www.oxfamsol.be/lait



Attestation fiscale

Si vous avez fait un don (ou plusieurs) pour un montant minimum de 30 euros en 2007, vous recevrez par la poste une attestation fiscale dans le courant du mois de mars 2008. Des questions? ➔ **Téléphonez-nous au 02 501 67 64** ou envoyez-nous un courriel à ➔ fundraising@oxfamsol.be

Merci !

- ➔ **Fair Trains**: merci à tous ceux qui ont acheté ou nous ont aidé à vendre des truffes au chocolat Oxfam dans une gare ou à bord d'un train lors de la semaine précédant Noël. Merci également à la SNCB de nous avoir offert cette opportunité. Les 20.000 boîtes ont été vendues !
- ➔ **Elisabeth Plevoets** a laissé un legs à Oxfam-Solidarité. Un testament de solidarité pour un monde meilleur.
- ➔ **Chris De Dobbeleer** a légué une collection complète de livres au Bookshop de Gand et a ainsi donné une seconde vie à ses ouvrages.
- ➔ **Tata Consultancy Belgium** a organisé un repas pour ses collaborateurs et leurs familles afin de récolter des fonds. Les recettes ont été intégralement versées à Oxfam-Solidarité.
- ➔ La naissance d'**Olivia Dethier** a été célébrée par des dons en faveur d'Oxfam-Solidarité. Bienvenue Olivia, et merci à papa Thierry, maman Isabelle et au grand frère Louis !
- ➔ **Christine Stefanidis** a célébré l'ouverture de son salon de beauté "Arome atome". A cette occasion, elle n'a pas demandé de fleurs ou de cadeaux, mais à invité les gens à faire un don à Oxfam-Solidarité.

Oxfam-Solidarité asbl
Rue des Quatre-Vents 60 - 1080 Bruxelles - Belgique
tél: +32 (0)2 501 67 00 - fax: +32 (0)2 511 89 19
e-mail: oxfamsol@oxfamsol.be - web: www.oxfamsol.be
000-0000028-28

É.R. : Stefaan Declercq, Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles



Oxfam
Solidarité